

---

Quatrième session, vingt-neuvième Législature

---

---

Fourth Session, Twenty-Ninth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi 24**

**Bill 24**

Loi sur les marchés agricoles

Agricultural Marketing Act

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. TOUPIN

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1973

## Projet de loi 24

### Loi sur les marchés agricoles

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

#### SECTION I

##### DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient:

a) « acheteur »: l'acquéreur d'un produit agricole;

b) « association de producteurs »: un syndicat coopératif d'agriculteurs, une association coopérative d'agriculteurs, une société coopérative agricole, une association ou un syndicat professionnel d'agriculteurs, une union, une fédération ou une confédération de tels organismes et tout groupement professionnel ou coopératif de producteurs;

c) « journal agricole »: un journal ou un périodique de circulation générale dans le monde agricole;

d) « mise en marché »: la vente, la classification, la transformation, l'achat, l'entreposage, le parage et l'expédition pour fin de vente, l'offre de vente et le transport d'un produit agricole, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement de ce produit;

e) « office de producteurs » ou « office »: l'organisme chargé d'appliquer et d'admini-

## Bill 24

### Agricultural Marketing Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

#### DIVISION I

##### DEFINITIONS AND APPLICATION

1. In this act and the regulations, unless the context indicates a different meaning, the following words and expressions mean:

(a) "purchaser": the purchaser of a farm product;

(b) "association of producers": a farmers' cooperative syndicate, a farmers' cooperative association, a cooperative agricultural association, a farmers' association or professional syndicate, a union, a federation or confederation of such bodies or a professional or cooperative group of producers;

(c) "farm journal": a newspaper or periodical having broad distribution in the farm community;

(d) "marketing": the sale, grading, processing, purchasing, storage, penning and shipping for purposes of sale, offering for sale and transportation of any farm product, and the advertisement and financing of operations related to the selling of such product on the market;

(e) "producers' bureau" or "bureau": the body entrusted with implementation

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi sur les marchés agricoles remplace la Loi des marchés agricoles.*

*La section II du projet porte sur la constitution, la composition, l'objet et l'administration de la Régie des marchés agricoles du Québec.*

*La section IV traite de la formation, l'approbation, la modification et l'administration d'un plan conjoint de mise en marché d'un produit agricole.*

*La section V contient des dispositions relatives aux pouvoirs généraux et à certains devoirs de l'organisme chargé d'appliquer et d'administrer un plan conjoint et la section VI traite des assemblées générales ou spéciales des producteurs visés par un plan conjoint.*

*La section VII concerne la fusion d'organismes chargés d'appliquer et d'administrer un plan conjoint.*

*La section VIII porte sur l'accréditation par la Régie d'associations de personnes liées par un plan pour permettre à une telle association d'agir à titre de représentant de ces personnes auprès des producteurs, à certaines fins précisées par le projet ou, le cas échéant, par la Régie.*

*La section IX contient des dispositions concernant la conciliation et l'arbitrage de différends entre d'une part les producteurs visés par un plan conjoint et, d'autre part, les acheteurs des produits agricoles auxquels ce plan conjoint s'applique ou d'autres personnes qui sont assujetties à ce plan.*

*La section X contient notamment les pouvoirs de réglementation de l'organisme chargé d'administrer un plan conjoint, à l'égard de la mise en marché des produits agricoles auxquels ce plan s'applique.*

## EXPLANATORY NOTES

*This bill respecting agricultural marketing replaces the existing Agricultural Marketing Act.*

*Division II of the bill deals with the constitution, composition, object and administration of the Québec Agricultural Marketing Board.*

*Division IV deals with the formation and approval of, amendments to and management of joint plans for the marketing of farm products.*

*Division V contains provisions concerning the general powers and certain duties of the body entrusted with implementing and administering a joint plan while Division VI deals with general or special meetings of producers contemplated by such a joint plan.*

*Division VII deals with the amalgamation of bodies entrusted with implementing and administering a joint plan.*

*Division VIII deals with the certification by the Board of associations of persons bound by a joint plan to enable such an association to represent such persons in dealing with producers in respect of certain purposes specified by the bill or, as the case may be, by the Board.*

*Division IX contains provisions concerning the conciliation and arbitration of disputes between the producers contemplated by a joint plan and the buyers of the farm products to which the joint plan applies or other persons subject to such plan.*

*Division X deals, in particular, with the power of the body entrusted with administering a joint plan to regulate in respect of the marketing of farm products to which such plan applies.*

nistrer un plan conjoint de mise en marché de produits agricoles;

f) « plan conjoint » ou « plan »: un plan de producteurs établi pour la mise en marché de produits agricoles et approuvé par la Régie;

g) « producteur »: le producteur ou une association de producteurs d'un produit agricole y compris, dans les cas déterminés par ordonnance de la Régie, une personne qui n'est pas un producteur ou une association de producteurs mais qui participe à la production d'un produit agricole pour le compte d'autrui;

h) « produit agricole »: tout produit de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aviculture ou de la forêt, à l'état brut ou transformé partiellement ou entièrement par le producteur ou pour lui, y compris notamment les animaux de ferme et de basse-cour vivants ou morts, leur viande, les volailles, les oeufs, la laine, les produits laitiers, les grains, les fruits, les légumes, les produits de l'érable, le miel, le tabac, le bois, les breuvages ou articles d'alimentation provenant de produits de l'agriculture et tout autre produit ou denrée agricole désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil;

i) « produit commercialisé »: un produit agricole auquel s'applique un plan;

j) « Régie »: la Régie des marchés agricoles du Québec constituée par la présente loi;

k) « règlements »: les règlements adoptés par un office de producteurs ou, selon le cas, une assemblée générale de producteurs.

**2.** La présente loi a pour objet de mettre à la disposition des producteurs et des consommateurs un moyen supplétif de mise en marché ordonnée et juste des produits agricoles et elle ne doit pas être interprétée comme moyen de concurrencer l'organisation coopérative de la production et de la mise en marché des produits agricoles.

Ce principe doit guider l'application de la présente loi pour ne pas gêner l'action du coopératisme dans les régions et les secteurs où il peut répondre efficacement aux besoins et afin de profiter autant que

and administration of a joint plan to market farm products;

(f) "joint plan" or "plan": a producers' plan established for marketing farm products and approved by the Board;

(g) "producer": a producer or association of producers of a farm product, including in the cases determined by an order of the Board, a person who is not a producer or an association of producers of the farm product but who participates in its production on behalf of another;

(h) "farm product": an agricultural, horticultural, avicultural or forest product, in its raw state or partly or wholly processed by or for the producer, including farm and farm-yard animals, live or slaughtered, their meat, poultry, eggs, wool, dairy products, grains, fruits, vegetables, maple products, honey, tobacco, wood, beverages or foodstuffs derived from agricultural products and any other agricultural commodity designated by the Lieutenant-Governor in Council;

(i) "marketed product": any farm product to which a plan applies;

(j) "Board": the Québec Agricultural Marketing Board constituted by this act;

(k) "by-laws": the by-laws made by a producers' bureau or, as the case may be, a general meeting of producers.

**2.** The object of this act is to make available to producers and consumers an additional means for the orderly and fair marketing of farm products and it shall not be interpreted as tending to compete with the cooperative organization for the production and marketing of farm products.

The act must be applied in the light of that principle in such a manner as not to hamper cooperative action in regions and areas where such action effectively meets requirements and, to take advantage,

*La section XI traite des ententes que la Régie, seule ou conjointement avec un organisme chargé d'administrer un plan, peut conclure avec le gouvernement du Canada ou un de ses organismes ou avec le gouvernement d'une autre province ou un organisme de ce gouvernement.*

*La section XII prévoit les contributions des producteurs visés par un plan pour défrayer les dépenses encourues pour l'administration du plan conjoint et des règlements qui le complètent.*

*Les sections XIII et XIV prévoient les pouvoirs de la Régie relatifs à la suspension d'un plan conjoint, d'un règlement ou d'une de leurs dispositions de même que certains autres pouvoirs de la Régie relatifs à la mise en marché d'un produit agricole.*

*Ce projet contient de plus des dispositions concernant les enquêtes de la Régie, la liquidation d'un organisme chargé d'administrer un plan conjoint et les saisies, infractions et peines.*

*Division XI deals with the agreements that the Board may conclude, by itself or jointly with the body entrusted with the administration of a plan, with the Government of Canada or another province or a body of such government.*

*Division XII prescribes the contributions to be paid by the producers contemplated by a plan to cover expenses incurred for the administration of a joint plan and the implementation of its by-laws.*

*Divisions XIII and XIV provide the powers of the Board in respect of the suspension of a joint plan or by-law or a provision of one of them, and provide certain other powers in respect of the marketing of a farm product.*

*In addition, this bill contains provisions concerning inquiries of the Board, winding-up of a body entrusted with the administration of a joint plan, seizures, offences and penalties.*

possible du concours des coopératives pour l'établissement et l'administration de plans conjoints dans les secteurs de production et les régions où il est désirable d'en établir.

## SECTION II

### RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES

**3.** Un organisme de surveillance, de coordination et d'amélioration de la mise en marché des produits agricoles est établi par la présente loi sous le nom de « Régie des marchés agricoles du Québec ».

**4.** La Régie a pour fonction générale de favoriser une mise en marché ordonnée, efficace et juste des produits agricoles.

À cette fin, elle aide à orienter la production agricole, à coordonner les diverses opérations de sa mise en marché et elle collabore avec les producteurs, les organisations coopératives ou professionnelles d'agriculteurs, les associations de consommateurs et les représentants de l'industrie, du commerce et les autres personnes engagées dans la mise en marché de produits agricoles.

**5.** La Régie a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Montréal et elle tient un bureau dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec.

Elle peut siéger à tout endroit au Québec.

[[**6.** La Régie est composée d'au plus sept régisseurs, dont un président et deux vice-présidents, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une période de dix ans.

Chacun des régisseurs demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois destituer un régisseur, pour cause, pendant la durée de son mandat.

Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement des régisseurs de même que les indemnités auxquelles ils ont droit. Le traitement, une fois fixé, ne peut être réduit.]]

as far as possible, of the assistance of cooperatives for the establishment and administration of joint plans in areas of production and regions where that is desirable.

## DIVISION II

### AGRICULTURAL MARKETING BOARD

**3.** An organization to supervise, coordinate and improve the marketing of farm products is established by this act under the name of "Québec Agricultural Marketing Board".

**4.** The general duties of the Board are to promote the orderly, effective and fair marketing of farm products.

For that purpose, it shall assist in directing farm production, co-ordinating the various operations involved in marketing farm products and cooperate with producers, cooperative or professional organizations of farmers, associations of consumers and representatives of industry and commerce, and other persons engaged in marketing farm products.

**5.** The corporate seat of the Board is in the territory of the Montreal Urban Community and it has an office in the territory of the Québec Urban Community.

It may sit at any place in the Province.

[[**6.** The Board is composed of not more than seven members, including a chairman and two vice-chairmen, appointed by the Lieutenant-Governor in Council for a term of ten years.

Each member remains in office after the end of his term until replaced or reappointed. The Lieutenant-Governor in Council may however, for cause, dismiss a member during his term of office.

The Lieutenant-Governor in Council shall determine the salaries of the members and the allowances to which they are entitled. Once fixed, their salaries cannot be reduced.]]

**7. Le quorum de la Régie est de trois.**

Le président de la Régie a droit de voter à titre de régisseur et il a un vote prépondérant au cas de partage égal des voix.

Au cas d'absence du président à une séance de la Régie, un des vice-présidents le remplace avec les mêmes pouvoirs.

**8. La Régie peut siéger simultanément en divisions composées d'au moins trois régisseurs, dont le président ou un des vice-présidents et un secrétaire désigné par le président de la Régie.**

Sauf dans les cas où la Régie est tenue d'exercer ses pouvoirs par ordonnance, une division peut entendre toute affaire de la compétence de la Régie et en décider.

En cas d'égalité des voix, le président d'une division a un vote prépondérant.

[[**9. Le secrétaire et les autres fonctionnaires et employés de la Régie sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14).**]]

[[**10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer et adjoindre à la Régie tout expert jugé nécessaire et fixer sa rémunération.**

Il peut aussi, à la demande de la Régie, nommer pour une période qui ne peut excéder trois mois, des personnes pour agir à titre d'inspecteur ou d'enquêteur pour la Régie. Il fixe leur rémunération.]]

**11. Toute copie de document émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives est authentique et a la même valeur que l'original, si elle est certifiée par le président, le secrétaire ou toute autre personne désignée par la Régie et spécialement autorisée à cette fin.**

**12. Les régisseurs ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.**

**13. Sous réserve du pouvoir de la Régie de réviser ses décisions en vertu**

**7. Three members of the Board constitute a quorum.**

The chairman of the Board is entitled to vote as a member and has a casting vote in case of a tie.

If the chairman is absent from a sitting of the Board, either of the vice-chairmen shall replace him and have the same powers.

**8. The Board may sit simultaneously in several sections, each composed of at least three members including the chairman or a vice-chairman and a secretary designated by the chairman of the Board.**

Except where the Board must exercise its powers by order, a section may hear any matter within the competence of the Board and decide it.

In case of a tie-vote, the chairman of a section has a casting vote.

[[**9. The secretary and the other officers and employees of the Board shall be appointed and paid in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).**]]

[[**10. The Lieutenant-Governor in Council may appoint and assign to the Board any expert considered necessary and fix his remuneration.**

He may also, at the request of the Board, appoint for a period not to exceed three months, any person to act as inspector or investigator for the Board, and shall fix his salary.]]

**11. Every copy of a document emanating from the Board or forming part of its records is authentic and has the same force as the original, if certified by the chairman, the secretary or another person designated by the Board and specially authorized for that purpose.**

**12. The members cannot be sued or prosecuted for any official act performed in good faith in the exercise of their duties.**

**13. Subject to the power of the Board to revise its decisions under section 88 and**

de l'article 88 et nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente,

*a)* les décisions de la Régie ne peuvent être révisées que par le lieutenant-gouverneur en conseil;

*b)* aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie ou ses régisseurs agissant en leur qualité officielle.

**14.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 13.

### SECTION III

#### COMITÉ CONSULTATIF

[[ **15.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer, pour des périodes qu'il détermine, des comités consultatifs pour aviser la Régie sur des problèmes particuliers relatifs à la production ou à la mise en marché des produits agricoles.

Les membres de ces comités ne reçoivent aucun traitement; ils sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et reçoivent, le cas échéant, une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.]]

### SECTION IV

#### PLAN CONJOINT DE MISE EN MARCHÉ

**16.** Dix producteurs intéressés ou plus peuvent adresser à la Régie une demande d'approbation d'un plan conjoint pour la mise en marché d'un produit agricole provenant d'un territoire désigné ou destiné à une fin spécifiée ou à un acheteur déterminé.

**17.** La requête doit être attestée sous serment par au moins un des requérants et être accompagnée d'un projet du plan conjoint proposé.

**18.** Une association de producteurs peut soumettre à la Régie une demande

notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith,

*(a)* decisions of the Board can only be revised by the Lieutenant-Governor in Council;

*(b)* no extraordinary recourse provided in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction granted against the Board or its members acting in their official capacities.

**14.** Two judges of the Court of Appeal may, on motion, summarily annul any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 13.

### DIVISION III

#### ADVISORY COMMITTEE

[[ **15.** The Lieutenant-Governor in Council may constitute, for the period he determines, advisory committees to advise the Board on special matters related to the production or marketing of farm products.

The members of these committees receive no salary; they are indemnified for their expenses in attending meetings and receive, where applicable, an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.]]

### DIVISION IV

#### JOINT MARKETING PLAN

**16.** Ten or more interested producers may apply to the Board for approval of a joint plan for the marketing of a farm product derived from a designated territory or intended for a specified purpose or a particular purchaser.

**17.** The application must be attested on oath by at least one of the applicants and be accompanied by a draft of the proposed joint plan.

**18.** An association of producers may submit an application to the Board for



d'approbation d'un plan conjoint pour la mise en marché d'un produit agricole intéressant ses membres ou certains d'entre eux. Elle doit observer, *mutadis mutandis*, les formalités prévues par les articles 17 et 19 et joindre à la requête et au plan une copie dûment certifiée d'une résolution de son conseil d'administration autorisant la présentation de la demande et approuvant le projet de plan.

**19.** Le projet d'un plan conjoint doit indiquer:

a) les nom, prénoms, adresse et occupation des requérants;

b) la catégorie de producteurs et le produit agricole visés par le projet ainsi que le territoire d'où ce produit peut provenir et l'acheteur auquel il est destiné ou la fin à laquelle il est destiné;

c) la composition de l'office de producteurs qui sera chargé d'appliquer et d'administrer le plan;

d) les nom, prénoms, adresse et occupation des administrateurs provisoires de cet office;

e) le mode d'élection ou de nomination et de remplacement des administrateurs subséquents;

f) l'agent de négociation et l'agent de vente des producteurs intéressés, lesquels agents peuvent être des personnes désignées à cette fin par le plan, une organisation coopérative ou professionnelle de producteurs ou l'office de producteurs lui-même;

g) les pouvoirs, devoirs et attributions de l'office de producteurs et des agents de négociation et de vente;

h) le mode proposé de financement des dépenses administratives que l'exécution efficace du plan occasionnera à l'office de producteurs;

i) tout autre renseignement prescrit par la Régie.

Pour les fins du paragraphe f, une organisation coopérative groupant la majorité des producteurs des catégories de produits visés par le plan a priorité pour être reconnue ou choisie comme agent de vente des producteurs intéressés.

**20.** Dans le projet de plan conjoint, les requérants peuvent, au lieu de spéci-

approval of a joint plan for the marketing of a farm product of interest to all or some of its members. It shall comply with the formalities prescribed by sections 17 and 19, *mutatis mutandis*, and file with the application and plan a duly certified copy of a resolution of the board of directors authorizing the application and approving the draft plan.

**19.** The draft joint plan shall state:

(a) the names in full, addresses and occupations of the applicants;

(b) the class of producers and the farm product contemplated by the draft, the territory of origin of the product, and the purchaser for whom or the purpose for which it is intended;

(c) the composition of the producers' bureau to be entrusted with the implementation and administration of the plan;

(d) the names in full, addresses and occupations of the provisional directors of such bureau;

(e) the mode of election or appointment and replacement of subsequent directors;

(f) the negotiating agent and the sales agent of the interested producers; such agents may be designated for such purpose by the plan, a cooperative or professional organization of producers, or the producers' bureau itself;

(g) the powers, duties and functions of the producers' bureau and of the negotiating and sales agents;

(h) the mode proposed for financing the administrative expenses incurred by the producers' bureau in implementing the plan;

(i) any other information prescribed by the Board.

For the purposes of subparagraph f, preference is given to a cooperative organization that includes a majority of the producers of the classes of products contemplated by the plan for recognition or choice as sales agent for the interested producers.

**20.** In the draft joint plan, instead of specifying the composition of the pro-

fier la composition de l'office de producteurs qui sera chargé d'appliquer et d'administrer le plan, désigner à cette fin un syndicat professionnel composé exclusivement de producteurs de produits agricoles visés par le projet ou une union ou fédération de tels syndicats professionnels ou une association coopérative d'agriculteurs ou société coopérative agricole ayant pour seul objet la mise en marché de ces produits agricoles.

Lorsque l'exécution d'un plan conjoint est confiée à un tel organisme, celui-ci est investi, sous son nom corporatif, de tous les pouvoirs et attributions d'un office de producteurs et il en a tous les devoirs.

Ces attributions, pouvoirs et devoirs sont exercés par le conseil d'administration de cet organisme, sauf ceux qui sont réservés à l'assemblée générale des producteurs.

**21.** La Régie fait publier dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal agricole un avis du dépôt de la demande d'approbation du projet de plan conjoint, contenant les renseignements visés aux paragraphes *a* et *b* de l'article 19 et la date à laquelle elle recevra les représentations des personnes intéressées par le plan proposé.

La Régie doit fournir gratuitement à tout intéressé qui en fait la demande une copie de ce projet de plan.

**22.** La Régie peut, par ordonnance, recevoir la demande d'approbation d'un plan, apporter au projet de plan les modifications qu'elle considère appropriées ou rejeter cette demande.

Pour prendre sa décision, la Régie doit en évaluer l'opportunité en tenant compte du mouvement coopératif agricole, de la qualité et du volume de la production à écouler, des débouchés commerciaux, de la concurrence extra-provinciale, des conditions économiques ainsi que des intérêts légitimes des producteurs et des consommateurs.

**23.** Si elle reçoit la demande d'approbation, la Régie ordonne que le projet de plan soit soumis sans modification ou avec les modifications qu'elle juge à propos d'y

ducers' bureau to be entrusted with implementing and administering the plan, the applicants may, for that purpose, designate a professional syndicate composed exclusively of producers of farm products contemplated by the draft, or a union or federation of such professional syndicates, or a farmers' cooperative association or a cooperative agricultural association whose sole object is the marketing of such farm products.

Whenever the implementing of a joint plan is entrusted to such a body, it is vested, under its corporate name, with all the powers and prerogatives of a producers' bureau and has all the duties thereof.

These prerogatives, powers and duties shall be exercised by the board of directors of such body, except those reserved to the general meeting of producers.

**21.** The Board shall have published in the *Québec Official Gazette* and a farm journal a notice of the filing of the application for approval of the draft joint plan giving the information contemplated in subparagraphs *a* and *b* of section 19 and the date on which it will hear the persons affected by the proposed plan.

The Board must furnish a free copy of the draft plan to every interested person applying for it.

**22.** The Board may, by order, receive the application for approval of a plan, amend the draft plan as it sees fit or reject the application.

To reach its decision, the Board shall assess the advisability of the plan by taking into account the agricultural cooperative movement, the quality and volume of the production to be sold, trade channels, extra-provincial competition, economic conditions and the legitimate interests of producers and consumers.

**23.** If the Board receives the application for approval, it shall order that the plan be submitted without amendment or with the amendments it deems expedient

apporter, au référendum des producteurs intéressés tenu de la manière qu'elle prescrit par ordonnance.

La Régie détermine par ordonnance les qualités requises d'un producteur et les conditions qu'il doit remplir pour être un producteur intéressé au sens du présent article à la date indiquée par l'ordonnance.

**24.** Aux fins d'un référendum visé à l'article 23, la Régie doit dresser la liste des producteurs intéressés ayant droit de vote et déterminer par ordonnance :

a) les endroits où la liste des producteurs peut être consultée;

b) le délai accordé à toute personne qui croit être un producteur intéressé et dont le nom n'apparaît pas sur cette liste, pour faire des représentations auprès de la Régie;

c) le délai accordé pour contester la qualité de producteur intéressé de toute personne dont le nom apparaît sur cette liste;

d) les formalités pour rendre publique la liste définitive des producteurs intéressés.

Après l'accomplissement de ces formalités, la Régie dresse la liste définitive des producteurs intéressés ayant droit de vote au référendum et elle la rend publique. Cette liste ne peut être contestée.

**25.** Pour entrer en vigueur, un plan doit être approuvé par au moins les deux tiers des producteurs qui ont voté. Au moins la moitié des producteurs intéressés doivent avoir voté.

**26.** La Régie fait publier dans la *Gazette officielle du Québec* tout plan approuvé.

Celui-ci entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, à moins qu'une autre date n'ait été fixée à cette fin par ordonnance de la Régie, et il devient dès lors exécutoire et lie toute personne engagée dans la production ou la mise en marché du produit agricole visé par le plan.

**27.** Sous réserve des règlements adoptés par l'office des producteurs en vertu

to a referendum of the interested producers held in the manner it prescribes by order.

The Board shall determine by order the qualifications required of a producer and the conditions he must fulfil to be considered an interested producer within the meaning of this section on the date stated in the order.

**24.** For the purposes of the referendum contemplated by section 23, the Board shall draft the list of the interested producers qualified to vote and determine by order:

(a) the places where the list of producers may be consulted;

(b) the delay granted to any person who believes he is an interested producer and whose name has not been entered on the list, to apply to the Board;

(c) the delay granted to contest the qualification of an interested person whose name is shown on the list;

(d) the formalities to make public the final list of interested producers.

After these formalities have been fulfilled, the Board shall draw up the final list of the interested producers qualified to vote at the referendum and make it public. The list shall not be contested.

**25.** To come into force a plan must be approved by not less than two-thirds of the producers who have voted. At least one-half of the interested producers must have voted.

**26.** The Board shall have every approved plan published in the *Québec Official Gazette*.

The plan shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, unless another date has been fixed for such purpose by an order of the Board, and it shall thereupon become executory and binding on every person engaged in the production or marketing of the farm product contemplated by the plan.

**27.** Subject to the by-laws made by the producers' bureau under sections 65

des articles 65 et 66, toute personne engagée dans la mise en marché du produit commercialisé est tenue de négocier avec l'office de producteurs ou avec son agent de négociation le prix de vente ou le prix minimum de vente de ce produit et toute autre condition et modalité de mise en marché du produit commercialisé.

Toute convention en résultant n'a d'effet qu'après avoir été homologuée par la Régie.

**28.** L'aliénation ou la concession totale ou partielle d'une entreprise autrement que par vente en justice n'invalide pas un plan conjoint, une convention conclue en vertu de la présente loi, une décision arbitrale ni aucune procédure ayant trait à l'approbation ou à l'exécution d'un plan conjoint, à une telle convention ou à une telle décision arbitrale.

Nonobstant cette aliénation ou concession totale ou partielle d'une entreprise ou la division, la fusion ou le changement de structure juridique de l'entreprise, le nouvel acheteur à qui est destiné le produit agricole visé par le plan est lié par le plan conjoint, la convention en vertu de la présente loi ou la décision arbitrale comme s'il y était nommé, et il devient par le fait même partie sans reprise d'instance à toute procédure s'y rapportant, aux lieu et place de l'acheteur précédent.

La Régie peut rendre toute ordonnance jugée nécessaire pour constater la transmission des droits et obligations visés au présent article et régler toute difficulté découlant de son application.

**29.** Sous réserve de l'article 86, la Régie peut modifier les dispositions d'un plan conjoint si cette modification est approuvée par référendum tenu de la manière prescrite aux articles 23, 24 et 25.

Une telle modification est publiée et entre en vigueur de la façon prévue à l'article 26.

**30.** L'assemblée générale des producteurs, dûment convoquée à cette fin, peut par règlement :

and 66, every person engaged in the marketing of a marketed product must negotiate with the producers' bureau or its negotiating agent to fix the sales price or a minimum sales price for such product and any other terms and conditions for marketing the marketed product.

An agreement resulting therefrom shall not have effect until ratified by the Board.

**28.** The alienation or concession of the whole or part of an undertaking otherwise than by a sheriff's sale shall not invalidate a joint plan, an agreement reached under this act, an arbitration decision or any other procedure relating to the approval or implementation of a joint plan, such an agreement or arbitration decision.

Notwithstanding that alienation or concession of the whole or part of an undertaking or the division, amalgamation, or change in the juridical structure of the undertaking, the new purchaser securing the farm product referred to in the plan is bound by the joint plan, the agreement under this act or the arbitration decision as if he had been included, and he shall become *ipso facto* a party without continuance of suit to any suit related thereto, in the place of the former purchaser.

The Board may make every order considered necessary to confirm the transfer of rights and obligations contemplated in this section and settle any problem resulting from its application.

**29.** Subject to section 86, the Board may amend the provisions of a joint plan if the amendment is approved by referendum held in the manner prescribed in sections 23, 24 and 25.

Such amendment shall be published and shall come into force in the manner provided in section 26.

**30.** A general meeting of producers, duly called for such purpose, may by by-law :

a) remplacer l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint et confier l'application et l'administration de ce plan soit à un syndicat professionnel composé exclusivement de producteurs de produits agricoles visés par le plan ou à une union ou fédération de tels syndicats professionnels, soit à une association coopérative d'agriculteurs ou société coopérative agricole ayant pour seul objet la mise en marché de ces produits agricoles, soit à un office de producteurs dont l'assemblée générale des producteurs prévoit, par règlement, la composition, le mode d'élection, de remplacement ou de nomination des membres;

b) remplacer l'agent de négociation ou l'agent de vente;

c) modifier les pouvoirs, devoirs et attributions de cet agent ainsi que les pouvoirs, devoirs et attributions de l'office des producteurs.

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être adopté à la majorité des deux tiers des votes et être soumis à l'approbation de la Régie qui doit alors publier un avis de son dépôt dans un journal agricole et donner aux producteurs liés par le plan l'occasion de se faire entendre.

La Régie peut également apprécier de la façon qu'elle juge la plus appropriée, l'opinion des producteurs sur ce règlement.

Si elle l'approuve, la Régie publie le règlement dans la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute date ultérieure que la Régie y détermine.

**31.** Un plan conjoint et un règlement ne s'appliquent pas aux ventes faites par un producteur directement à un consommateur.

La Régie peut néanmoins, par ordonnance, aux conditions qu'elle détermine, assujettir ces ventes à toute disposition qu'elle indique d'un plan, d'un règlement, d'une ordonnance de la Régie, d'une convention qu'elle a homologuée ou d'une décision arbitrale si ces ventes portent une atteinte sérieuse à l'exécution efficace de ce plan, de ce règlement, de cette ordonnance, de cette convention ou de cette décision.

(a) replace the body entrusted with applying the joint plan and entrust the implementation and administration of such plan either to a professional syndicate composed exclusively of producers of farm products contemplated by the plan or union or federation of such professional syndicates, to a cooperative association of farmers or a cooperative agricultural association whose sole object is the marketing of such farm products, or to a producers' bureau whose general meeting of producers provides, by by-law, for its composition and the mode of election, replacement or appointment of its members;

(b) replace the negotiating agent or sales agent;

(c) amend the powers, duties and prerogatives of such agent and the powers, duties and prerogatives of the producers' bureau.

Every by-law made under this section must be passed by a two-thirds majority vote and be submitted for approval to the Board which shall then publish a notice of its deposit in a farm journal and give the producers bound by the plan an opportunity to be heard.

The Board may also assess in the manner it considers most appropriate, the opinion of the producers on such by-law.

The Board shall, if it approves the by-law, publish it in the *Québec Official Gazette*. It shall come into force on the date of its publication or on any later date fixed therein by the Board.

**31.** A joint plan and by-law shall not apply to sales made by a producer directly to a consumer.

The Board may nevertheless, by order, on the conditions it determines, subject such sales to any provision it indicates of a plan, by-law, order of the Board, an agreement it has ratified or an arbitration decision if such sales seriously affect the efficient implementation of such plan, by-law, order, agreement or decision.

## SECTION V

## OFFICE DE PRODUCTEURS

**32.** À compter de la mise en vigueur d'un plan conjoint, l'office de producteurs chargé de son exécution est investi des pouvoirs et attributions d'une corporation au sens du Code civil, y compris le pouvoir d'acquérir, d'aliéner et d'hypothéquer des immeubles et de contracter des emprunts pour les fins de l'exécution de la présente loi et de l'application d'un plan conjoint, d'un règlement et d'une ordonnance de la Régie.

**33.** Tout emprunt, sauf pour des fins d'administration ou d'affaires courantes, et toute constitution de sûreté réelle doivent être autorisés par la Régie.

**34.** L'office de producteurs peut exercer tous les recours d'un producteur en vertu d'une convention homologuée par la Régie, d'une décision arbitrale ou d'un règlement de l'office adopté en vertu des articles 65 ou 66, sans avoir à justifier d'une cession de créance de ce producteur.

**35.** Les recours de plusieurs producteurs contre la même personne peuvent être cumulés dans une seule demande et le montant total de la réclamation détermine la compétence tant en première instance qu'en appel.

**36.** L'office de producteurs doit tenir, de la manière prescrite par la Régie, un registre ou fichier dans lequel sont inscrits les nom, prénoms et adresse de chaque producteur soumis au plan conjoint.

**37.** L'office de producteurs doit fournir à la Régie les renseignements qu'elle demande concernant le plan conjoint et son application, et permettre à toute personne autorisée à agir à titre d'inspecteur ou d'enquêteur pour la Régie, de faire des inspections et des enquêtes.

**38.** L'office de producteurs peut adopter des règlements, conciliables avec la présente loi, concernant sa régie interne

## DIVISION V

## PRODUCERS' BUREAU

**32.** From the coming into force of a joint plan, the producers' bureau charged with its carrying out is vested with the powers and prerogatives of a corporation within the meaning of the Civil Code, including the power to acquire, alienate and hypothecate immoveables and to contract loans for the carrying out of this act and the implementation of a joint plan, by-law or order of the Board.

**33.** Every loan, except for purposes of administration or current business, and any establishment of real security must be authorized by the Board.

**34.** The producers' bureau may exercise all the recourses of a producer under an agreement ratified by the Board, an arbitration decision or a by-law of the bureau made under section 65 or 66, without having to prove an assignment of the claim of such producer.

**35.** The recourses of several producers against the same person may be joined in a single suit and the total amount of the claim shall determine jurisdiction in first instance and in appeal.

**36.** The producers' bureau must keep, in the manner prescribed by the Board, a register or index in which are entered the name in full and address of every producer subject to the joint plan.

**37.** The producers' bureau shall furnish the Board with the information it requests respecting the joint plan and its implementation, and allow every person authorized to act as an inspector or investigator for the Board, to make inspections and inquiries.

**38.** The producers' bureau may make by-laws, consistent with this act, respecting its internal management and any

et toute autre matière de procédure qu'il est autorisé par la Régie ou par un plan conjoint à réglementer.

other procedural matter which it is authorized by the Board or a joint plan to regulate.

## SECTION VI

## DIVISION VI

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES PRODUCTEURS

### GENERAL MEETING OF PRODUCERS

**39.** L'office doit convoquer une assemblée générale des producteurs au moins une fois par année pour l'adoption du rapport annuel, l'approbation de l'état de compte de l'exercice écoulé et, s'il y a lieu, l'élection des administrateurs. Les producteurs doivent en outre nommer le vérificateur pour l'année courante.

**39.** The bureau shall call a general meeting of producers at least once a year to adopt the annual report, approve the statement of account for the last fiscal year and, when necessary, elect directors. The producers must, in addition, appoint an auditor for the current year.

**40.** L'office de producteurs peut de plus décréter la tenue d'une assemblée générale spéciale lorsqu'il le juge utile.

**40.** The producers' bureau may also order the holding of a special general meeting when it considers it expedient.

En outre, l'office doit décréter la tenue d'une telle assemblée à la demande écrite d'un dixième des producteurs visés par le plan ou lorsque la Régie le juge nécessaire.

In addition, the bureau may order the holding of such a meeting when one-tenth of the producers contemplated by the plan apply in writing or when the Board considers it necessary.

**41.** L'état de compte soumis à l'assemblée générale annuelle doit être accompagné d'un rapport du vérificateur. Ce rapport doit mentionner:

**41.** The statement of account submitted at the annual general meeting must be accompanied by an auditor's report. Such report must mention:

a) si le vérificateur a obtenu ou non tous les renseignements et toutes les explications qu'il a demandés;

(a) whether or not the auditor has obtained all the information and explanations he requested;

b) si cet état de compte représente fidèlement l'état véritable et exact des affaires de l'office suivant les renseignements et les explications qui ont été données au vérificateur et selon les livres de l'office;

(b) whether or not such statement of account faithfully and accurately represents the true situation of the bureau according to the information and explanations given to the auditor and as shown in the books of the bureau;

c) tout autre renseignement prescrit par la Régie.

(c) any other information prescribed by the Board.

**42.** Le vérificateur a, pour faire sa vérification, accès à tous les livres, registres, comptes et autres dossiers de l'office; les administrateurs et dirigeants de l'office doivent lui en faciliter l'examen et lui donner les renseignements et explications nécessaires à l'exécution de son mandat.

**42.** The auditor shall, to make his audit, have access to all books, registers, accounts and other records of the bureau; the directors and officers of the bureau shall facilitate his examination and give him the information and explanations necessary to carry out his work.

**43.** À défaut par l'office de convoquer et de tenir l'assemblée générale annuelle

**43.** If the bureau fails to call and hold an annual general meeting of pro-

des producteurs ou une assemblée spéciale, la Régie peut, par ordonnance, en décider la convocation.

Les membres, administrateurs et dirigeants de l'office et le vérificateur doivent se conformer à l'ordonnance qui leur enjoint d'être présents à l'assemblée générale et de fournir tous les renseignements que la Régie ou la personne qu'elle désigne pour présider l'assemblée leur demande de communiquer.

**44.** L'office de producteurs peut créer par règlement la division des producteurs en groupes et autoriser chaque groupe à élire, suivant le mode que l'office détermine, le nombre de délégués que celui-ci fixe.

**45.** Un règlement adopté en vertu de l'article 44 doit être soumis à l'approbation de la Régie qui, si elle l'approuve, le fait publier dans la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur le jour de sa publication ou à la date ultérieure déterminée par la Régie.

**46.** Tout avis de convocation d'une assemblée générale est donné par écrit à chaque producteur inscrit au registre ou fichier visé à l'article 36, au moins quinze jours avant la date de l'assemblée.

Cet avis indique le lieu, la date et l'heure de l'assemblée ainsi que toute matière non prévue à l'article 39 que l'office désire soumettre à l'assemblée. Toutefois, au cours de l'assemblée, un producteur ou, selon le cas, un délégué, peut demander que soit ajoutée à l'ordre du jour toute question concernant le plan conjoint et son application.

L'office doit transmettre à la Régie dans le même délai que celui qui est fixé au premier alinéa copie de l'avis de convocation, de l'état de compte et du rapport du vérificateur qui doivent être soumis à l'assemblée générale.

**47.** Les producteurs visés par le plan ou, selon le cas, les délégués constituent l'assemblée générale, lorsqu'ils sont convoqués en assemblée annuelle ou en assemblée spéciale.

ducers or a special meeting, the Board may, by order, decide to call it.

The members, directors and officers of the bureau and the auditor must comply with the order given them to attend the general meeting and to furnish all the information requested by the Board or the person it designates to preside over the meeting.

**44.** The producer's bureau may by by-law order the division of the producers into groups and authorize each group to elect, in the manner determined by the bureau, the number of delegates it fixes.

**45.** A by-law made under section 44 must be submitted for approval to the Board which, if it approves it, shall have it published in the *Québec Official Gazette*. It shall come into force on the day of its publication or on the later date fixed by the Board.

**46.** Every notice calling a general meeting shall be given at least fifteen days before the day of the meeting in writing to each producer entered in the register or index contemplated by section 36.

Such notice shall state the place, day and time of the meeting and any matter not provided for in section 39 which the bureau wishes to submit to the meeting. However, at the meeting, a producer or, as the case may be, a delegate may request that any matter respecting the joint plan and its implementation be added to the agenda.

The bureau shall send to the Board within the same delay as that fixed in the first paragraph, copy of the notice of convocation, statement of account and auditor's report which are to be submitted to the general meeting.

**47.** The producers contemplated by the plan or, as the case may be, the delegates constitute the general meeting, when convoked in annual or special meeting.



**48.** Tous les producteurs visés par le plan ont droit de vote à une assemblée générale; toutefois, lorsque des délégués ont été élus en vertu de l'article 44, ils ont seuls droit de vote.

Un producteur ou, selon le cas, un délégué, à une assemblée générale, n'a droit qu'à un vote qui ne peut être donné par un fondé de pouvoirs sauf dans le cas d'une corporation ou d'une société alors que le vote peut être donné par un fondé de pouvoirs muni d'une procuration.

**49.** Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des votes sauf dans les cas où la présente loi y pourvoit autrement.

**50.** Lorsque l'exécution d'un plan est confiée à une association de producteurs, cette association peut tenir en même temps l'assemblée annuelle de ses membres et l'assemblée générale annuelle des producteurs visés par le plan.

Dans un tel cas, l'élection des administrateurs est faite par les membres de l'association qui ont droit de vote et toute décision sur une matière qui ne relève pas de l'exécution du plan conjoint est aussi prise par ces membres.

## SECTION VII

### FUSION D'OFFICES DE PRODUCTEURS

**51.** Des offices de producteurs peuvent fusionner et faire les conventions nécessaires à cette fin.

**52.** Les offices qui projettent une fusion préparent un acte d'accord prescrivant:

- a) les conditions de la fusion et le mode de son exécution;
- b) le nom de l'office résultant de la fusion et les nom, prénoms, domicile et occupation des administrateurs provisoires de cet office;
- c) le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs subséquents;
- d) toute autre mesure nécessaire pour effectuer la fusion et pourvoir à l'administration et au fonctionnement de l'office résultant de la fusion.

**48.** All producers contemplated by the plan are entitled to vote at a general meeting; however, when delegates have been elected under section 44, they alone are entitled to vote.

A producer or, as the case may be, a delegate, at a general meeting, is entitled to only one vote which cannot be given by proxy except in the case of a corporation or an association, when a vote may be made by a proxy having power of attorney.

**49.** Decisions of the general meeting are taken by majority vote except in cases where this act provides otherwise.

**50.** Where implementation of a plan is entrusted to an association of producers, such association may hold the annual meeting of its members and the annual general meeting of producers contemplated by the plan at the same time.

In such case, the directors are elected by the members of the association entitled to vote and any decision on a matter not respecting the implementation of the joint plan is also taken by such members.

## DIVISION VII

### AMALGAMATION OF PRODUCERS' BUREAUS

**51.** Producer's bureaus may amalgamate and make the agreements necessary for such purpose.

**52.** Bureaus proposing to amalgamate shall prepare a deed of agreement prescribing:

- (a) the conditions of amalgamation and the mode of effecting it;
- (b) the name of the bureau resulting from the amalgamation and the names in full, domiciles and occupations of its provisional directors;
- (c) the mode of replacement and election or appointment of subsequent directors;
- (d) any other measure necessary to effect the amalgamation and provide for the administration and operation of the bureau resulting from the amalgamation.

**53.** L'acte d'accord doit être soumis pour approbation à l'assemblée générale de chacun des offices intéressés.

Si l'acte d'accord est approuvé par chacune des assemblées générales, les offices qui fusionnent demandent alors à la Régie, par requête conjointe, d'approuver l'acte d'accord.

**54.** Si la demande est accordée, la Régie confirme l'approbation de l'acte d'accord par une ordonnance et publie l'acte d'accord dans la *Gazette officielle du Québec*.

À compter de la date de cette publication ou de toute autre date que la Régie fixe par ordonnance, les offices sont fusionnés et ne forment qu'un seul office sous le nom prévu dans l'acte d'accord.

**55.** L'office résultant de la fusion jouit de tous les droits et pouvoirs, est saisi de tous les biens et assume toutes les obligations et tous les devoirs des offices ainsi fusionnés et les instances où ils sont en cause peuvent être continuées par ou contre lui sans reprise d'instance.

Les décisions prises et les conventions conclues par les offices fusionnés sont présumées avoir été prises ou conclues par par l'office résultant de la fusion.

#### SECTION VIII

##### ACCREDITATIONS

**56.** Toute association coopérative ou professionnelle d'acheteurs, de voituriers ou d'autres personnes liées par un plan peut demander à la Régie de l'accréditer à titre de représentant des intéressés à la mise en marché d'un produit visé par le plan ou d'une catégorie de ces intéressés, pour fins de négociation et d'entente avec les producteurs et de conciliation et d'arbitrage visés par la présente loi.

Si la Régie juge une association suffisamment représentative de ces intéressés, elle peut lui accorder l'accréditation par une ordonnance qui détermine les intéressés ou la catégorie d'intéressés que cette association peut ainsi représenter.

**53.** Each bureau concerned shall submit the deed of agreement for approval to its general meeting.

If the deed of agreement is approved by each general meeting, the bureaux amalgamating shall then apply to the Board, by a joint petition for approval of the deed of agreement.

**54.** If the petition is granted, the Board shall ratify the approval of the deed of agreement by an order and publish the deed of agreement in the *Québec Official Gazette*.

From the date of such publication or any other date which the Board fixes by order, the bureaux are amalgamated and form a single bureau under the name provided in the deed of agreement.

**55.** The bureau resulting from the amalgamation shall exercise the rights and powers, is vested with the property and assumes all the obligations and duties of the bureaux so amalgamated and suits to which they are party may be continued by or against it without continuance of suit.

Decisions taken and agreements made by the amalgamated bureaux are deemed taken or made by the bureau resulting from the amalgamation.

#### DIVISION VIII

##### CERTIFICATION

**56.** Every cooperative or professional association of purchasers, carriers or other persons bound by a plan may apply to the Board for certification as representative of the persons interested in the marketing of a product contemplated by the plan or a class of such persons, for purposes of negotiation and agreement with producers or conciliation and arbitration contemplated by this act.

If the Board considers that an association is sufficiently representative of such interested persons, it may grant it certification by an order determining the interested persons or the class of interested persons such association may so represent.

**57.** La Régie peut, par ordonnance, accréditer une association ou un organisme à titre de représentant de la catégorie de personnes que la Régie détermine, à l'égard du plan qu'elle spécifie et uniquement pour les fins qu'elle indique.

À moins que l'ordonnance ne l'explicite, cette accréditation ne permet pas à l'association d'agir à titre de représentant pour fins de négociation et d'entente avec les producteurs ou de conciliation ou d'arbitrage visés par la présente loi.

**58.** La Régie peut, en tout temps, après avoir donné à une association accréditée l'occasion de se faire entendre, mettre fin par ordonnance à l'accréditation pour toute cause qu'elle estime valable.

#### SECTION IX

##### CONCILIATION ET ARBITRAGE

**59.** La Régie possède pour les fins de la mise en marché de produits agricoles, le pouvoir d'arbitrer, décider, ajuster et autrement régler tout différend qui survient, à l'occasion ou dans le cours de l'exécution d'un plan conjoint, entre des personnes engagées dans la production ou la mise en marché du produit commercialisé.

Sous réserve du pouvoir de révision du lieutenant-gouverneur en conseil visé au paragraphe *a* de l'article 13 et du pouvoir de la Régie de réviser ses décisions conformément à l'article 88, les décisions rendues par la Régie en vertu du présent article sont finales et obligatoires.

**60.** À défaut d'entente entre producteurs et acheteurs ou d'autres personnes liées par un plan conjoint, à l'occasion ou au cours de l'exécution de ce plan, la Régie, à la demande d'une des parties, nomme un conciliateur chargé de conférer avec les parties en vue d'en arriver à une entente.

Le conciliateur fait rapport à la Régie dans les quatorze jours de la réception de ses instructions ou dans le délai additionnel dont les parties conviennent par écrit.

**61.** Si la conciliation n'a pas amené une entente, la Régie, à la demande d'une

**57.** The Board may, by order, certify an association or body as representative of the class of persons determined by the Board, in respect of the plan it specifies and only for the purposes it indicates.

Unless the order specifies it, such certification does not allow the association to act as representative for purposes of negotiation and agreement with the producers or of conciliation or arbitration contemplated by this act.

**58.** The Board may at any time, after giving a certified association the opportunity to be heard, terminate by order its certification for any cause it considers valid.

#### DIVISION IX

##### CONCILIATION AND ARBITRATION

**59.** The Board has for the purposes of marketing farm products, the power to arbitrate, decide, adjust and otherwise settle any dispute occurring, on making or while implementing a joint plan, between persons engaged in the production or marketing of a marketed product.

Subject to the power of revision of the Lieutenant-Governor in Council contemplated by paragraph *a* of section 13 and the power of the Board to revise its decisions under section 88, decisions rendered by the Board under this section are final and binding.

**60.** If producers and purchasers or other persons bound by a joint plan fail to agree on making or while implementing such plan, the Board, at the request of one of the parties, shall appoint a conciliator to confer with the parties in view of reaching an agreement.

The conciliator shall report to the Board within fourteen days of receiving his instructions or within the additional delay agreed upon in writing by the parties.

**61.** If conciliation has not resulted in an agreement, the Board, at the request of

partie intéressée, ordonne l'arbitrage du différend de la manière proposée ou, en l'absence de proposition, de la manière qu'elle détermine.

Toutefois, la Régie peut, si elle le juge opportun en raison des circonstances, modifier le mode d'arbitrage proposé, ou agir elle-même comme arbitre à la demande de l'une des parties.

L'arbitrage doit être commencé et continué avec diligence et la Régie peut fixer le délai dans lequel la décision doit être rendue.

**62.** Les décisions arbitrales sont finales et obligatoires et lient les parties intéressées jusqu'à ce que, à la demande de l'une d'elles et après avoir donné aux autres l'occasion de se faire entendre, la Régie juge à propos d'en suspendre l'application, d'y mettre fin ou de les réviser.

**63.** Si un office de producteurs ou une autre personne liée par un plan refuse indûment, dans l'opinion de la Régie, de négocier les conditions de mise en marché du produit commercialisé ou, après avoir été convoqué, de se présenter à la conciliation ou à l'arbitrage, la Régie peut, après avoir donné aux intéressés l'occasion de se faire entendre, décréter les conditions de mise en marché du produit visé. Cette décision tient lieu de décision arbitrale et elle en a le même effet.

**64.** Lorsque l'efficacité de la mise en marché d'un produit commercialisé le nécessite, la Régie peut permettre à un office de producteurs de négocier avec un autre office de producteurs des conventions sur des matières de la compétence de l'un ou l'autre de ces offices.

Toute entente conclue entre ces offices de producteurs doit, pour être valable, être homologuée par la Régie. Une entente homologuée lie les organismes qui l'ont conclue et tous les producteurs visés par les plans conjoints que ces organismes sont chargés d'appliquer.

L'arbitrage obligatoire visé aux articles 61 à 63 ne s'applique pas aux négociations prévues au présent article, sauf à la demande expresse de tous les offices de producteurs concernés.

an interested party, shall order arbitration of the dispute in the manner proposed or, if there is no proposal, in the manner it determines.

However, the Board may, if it considers it expedient in the circumstances, alter the proposed mode of arbitration, or act itself as arbitrator at the request of one of the parties.

Arbitration must begin and continue diligently and the Board may fix the delay within which the decision must be rendered.

**62.** Arbitration decisions are final and bind the interested parties until, at the request of one party and after giving the others an opportunity to be heard, the Board considers it expedient to suspend their application or to terminate or revise them.

**63.** If a producers' bureau or other person bound by a plan refuses unduly, in the opinion of the Board, to negotiate marketing conditions for the marketed product or, after being called upon, to appear for conciliation or arbitration, the Board may, after giving the interested parties the opportunity to be heard, determine the conditions for marketing the product. Such decision replaces an arbitration decision and has the same effect.

**64.** Where efficient marketing of a marketed product so requires, the Board may authorize a producers' bureau to negotiate with another producers' bureau agreements on matters within the competence of either such bureau.

Every agreement entered into between such producers' bureaus must, to be valid, be ratified by the Board. A ratified agreement binds the bodies party to it and all the producers contemplated by the joint plans which such bodies are entrusted to implement.

Compulsory arbitration contemplated by sections 61 to 63 does not apply to negotiations provided for in this section, except at the express request of all the producers' bureaus concerned.

## SECTION X

RÈGLEMENTATION DES CONDITIONS DE  
MISE EN MARCHÉ

**65.** L'office des producteurs peut, par règlement:

*a)* statuer sur les conditions de production, conservation, préparation, maintenance et déplacement d'un produit commercialisé, sur sa qualité, sa forme et sa composition, son contenant ou l'emballage ainsi que sur les inscriptions ou indications requises sur le produit, le contenant ou l'emballage;

*b)* prescrire le classement et l'identification du produit, les conditions dans lesquelles ce classement et cette identification doivent se faire et établir à cette fin des classes, catégories et dénominations particulières;

*c)* contingenter la production et la vente, fixer le temps et le lieu de la mise en marché et prohiber la mise en marché faite à l'encontre d'un règlement adopté en vertu du présent paragraphe;

*d)* déterminer à quelles conditions un producteur peut mettre en marché un produit commercialisé à l'encontre du contingent fixé, d'une norme déterminée, du temps ou du lieu fixé;

*e)* prévoir l'ajustement périodique des contingents et établir des normes à cette fin;

*f)* conserver à l'office une part d'un contingent ou une partie de l'ensemble des contingents disponibles à l'ensemble des producteurs visés par le plan et l'attribuer, en totalité ou en partie, conformément aux normes et modalités établies à cette fin;

*g)* déterminer les cas où un contingent peut être transféré et les conditions d'un tel transfert;

*h)* déterminer le mode et les conditions de la mise en marché d'un produit commercialisé ou en prohiber la mise en marché autrement que par l'entremise de l'office des producteurs.

**66.** L'office des producteurs peut également, par règlement:

*a)* organiser, diriger, coordonner et surveiller la mise en vente en commun d'un produit commercialisé de façon à ce que

## DIVISION X

REGULATION OF MARKETING  
CONDITIONS

**65.** A producers' bureau may by by-law:

*(a)* prescribe conditions for producing, storing, preparing, handling and shipping marketed products and standards concerning the quality, shape, composition, containers and packaging of such products as well as respecting the required inscriptions or directions on a product, its container or packaging;

*(b)* prescribe the classification and identification of a product and the conditions on which that classification and identification must be made, and determine for that purpose special classes, grades and sizes;

*(c)* fix production and sales quotas, and the time and place for marketing, and prohibit marketing contrary to a by-law made under this paragraph;

*(d)* determine on what conditions a producer may market a marketed product without regard to the fixed quotas, a determined standard or a fixed time or place;

*(e)* provide and establish standards for periodical readjustment of quotas;

*(f)* keep for the bureau part of a quota or part of all the quotas available to all the producers contemplated by the plan and apportion it in whole or in part in accordance with the standards and conditions established for such purpose;

*(g)* determine the case where a quota may be transferred and the conditions for such transfer;

*(h)* determine the manner and conditions for the marketing of a marketed product or prohibit its marketing otherwise than by a producers' bureau.

**66.** The producers' bureau may also by by-law:

*(a)* organize, direct, co-ordinate and supervise joint marketing of a marketed product so that producers whose products

les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée sur un marché désigné, reçoivent, sur le produit des ventes, le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité et ce nonobstant la variation du prix de vente pour des causes étrangères à la valeur propre du produit;

*b)* prescrire les conditions dans lesquelles doivent être faites la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive, après la vente, du versement ou du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du versement ou du prix ainsi fixé et le remboursement que l'office de producteurs ou l'agent de vente fait à l'acheteur de l'excédent lorsque le prix fixé excède le prix de vente;

*c)* prescrire le paiement aux producteurs sous forme d'un versement initial lors de la livraison du produit commercialisé et de versements subséquents jusqu'au paiement complet des sommes provenant de la vente;

*d)* obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser à l'office de producteurs ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé;

*e)* obliger l'acheteur à faire le paiement du prix d'un produit à l'office de producteurs ou à un agent de vente pour que cet office ou agent fasse la répartition du profit net de vente conformément aux règlements;

*f)* obliger le producteur d'un produit commercialisé à le vendre à l'office ou à un agent de vente aux conditions déterminées en vertu de la présente loi et retenir sur la différence entre le prix payé au producteur et le prix de revente obtenu par l'office ou l'agent de vente le paiement des dépenses encourues par cet office ou cet agent pour la mise en marché d'un tel produit.

are sold during a fixed period on a specified market receive, from the proceeds of sale, the same price for an identical product of the same quantity and quality notwithstanding fluctuations in the sales price for reasons not related to the intrinsic value of the product;

*(b)* prescribe the conditions required for joint sale, payment of the sales price, apportionment among producers of net sales proceeds, temporary fixing before sale and final fixing after sale of the share or price to be paid to the producer for his product, the payment of the share or price so fixed and the reimbursement made by the producers' bureau or sales agent to the purchaser, from the surplus when the fixed price exceeds the sales price;

*(c)* prescribe payment to producers, by an initial instalment on delivery of the marketed product and subsequent instalments until the amounts from the sale are fully paid;

*(d)* compel the purchaser to pay the producer the price fixed for his product and, if need be, to pay to the producers' bureau or sales agent the surplus of the sales price over the fixed price;

*(e)* compel the purchaser to pay the price of a product to the producers' bureau or a sales agent so that the bureau or agent apportions the net profit from the sale in conformity with the by-laws;

*(f)* compel the producer of a marketed product to sell it to the bureau or a sales agent on the conditions determined under this act and withhold out of the margin between the price paid to the producer and the resale price received by the bureau or the sales agent the payment of the expenses incurred by the bureau or agent for the marketing of the product.

**67.** La Régie peut, si elle le juge nécessaire, à la demande d'une association de producteurs ou d'un office de producteurs et aux conditions qu'elle détermine, conférer par ordonnance à une association de producteurs, après lui avoir

**67.** The Board may, when it considers it necessary, at the request of an association of producers or a producers' bureau and on the conditions it determines, grant, by order, to an association of producers, after giving it the opportunity to be heard,

donné l'occasion de se faire entendre, les droits et obligations d'un acheteur pour les fins de la mise en vente en commun d'un produit commercialisé. Cette association cesse alors, pour ces fins, d'être un producteur au sens de la présente loi.

**68.** La Régie peut prescrire qu'une matière qui peut faire l'objet d'un règlement de l'office en vertu des articles 65 et 66 doit être négociée entre l'office et une association accréditée pour fins de négociations, de conciliation et d'arbitrage et que, à défaut d'entente, la procédure de conciliation et d'arbitrage prévue par la présente loi s'applique.

Le présent article s'applique même si un tel règlement est déjà en vigueur.

**69.** Un règlement adopté par un office en vertu des articles 65 et 66 doit être soumis à la Régie pour approbation. La Régie peut apprécier de la façon qu'elle juge la plus appropriée l'opinion des producteurs sur ce règlement et, si elle le juge nécessaire, obliger l'office à le soumettre à l'assemblée générale pour ratification.

**70.** Si elle l'approuve, la Régie publie le règlement dans la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute date ultérieure que la Régie y détermine.

**71.** Un règlement adopté en vertu des articles 65 ou 66 ne peut être remplacé, modifié ou abrogé qu'en suivant la procédure prescrite pour son adoption et son entrée en vigueur.

**72.** Sur requête d'un office de producteurs, la Régie peut, par ordonnance et aux conditions qu'elle fixe, l'autoriser:

a) à interdire la mise en marché de toute classe, variété ou catégorie d'un produit commercialisé;

b) à fixer le prix ou à confier à un comité le soin de fixer le prix d'un produit commercialisé ou d'une classe, variété ou catégorie d'un tel produit, statuer sur la composition de ce comité, son fonctionnement, la nomination et le remplacement de ses membres, ainsi que sur la régie interne de ce comité.

the rights and obligations of a purchaser for the purposes of the joint offer for sale of a marketed product. Such an association then ceases, for such purposes, to be a producer within the meaning of this act.

**68.** The Board may prescribe that a matter which may be the subject of a by-law of a bureau under sections 65 and 66 must be negotiated between the bureau and a certified association for the purposes of negotiation, conciliation and arbitration and, failing agreement, the conciliation and arbitration procedure provided by this act applies.

This section applies even if such a by-law is already in force.

**69.** Every by-law made by a bureau under sections 65 and 66 must be submitted to the Board for approval. The Board may assess the views of the producers on the by-law in the manner it thinks best, and, if it believes it necessary, compel the bureau to refer it to a general meeting for confirmation.

**70.** If the Board approves the by-law, it shall publish it in the *Québec Official Gazette*. It shall come into force on the date of publication or on any later date fixed therein by the Board.

**71.** A by-law made under sections 65 and 66 shall not be replaced, amended or repealed except in accordance with the procedure prescribed for its making and coming into force.

**72.** Upon request of a producers' bureau, the Board may, by an order and on the conditions it fixes, authorize it:

(a) to prohibit the marketing of any class, variety or grade of a marketed product;

(b) fix the price or entrust a committee with fixing the price of a marketed product or any class, variety or grade of that product, regulate the composition of the committee, its operation, the appointment and replacement of its members and its internal management.

Le prix fixé en vertu du paragraphe *b* peut être différent d'une région à une autre.

Un règlement adopté en vertu du paragraphe *a* ou pour la formation du comité prévu au paragraphe *b*, doit être soumis à l'approbation de la Régie qui peut apprécier de la façon qu'elle juge le plus appropriée, l'opinion des producteurs sur ce règlement.

Si elle l'approuve, la Régie publie le règlement dans la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute autre date ultérieure que la Régie y détermine.

## SECTION XI

### ENTENTES AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS ET LEURS ORGANISMES

**73.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser et même obliger la Régie ou, selon le cas, la Régie et un office à conclure avec le gouvernement du Canada ou un de ses organismes ou avec le gouvernement d'une autre province ou un organisme de ce gouvernement des ententes concernant :

*a*) la production ou la mise en marché d'un produit agricole ;

*b*) toute matière se rapportant à l'exercice de la compétence de la Régie ou des offices de producteurs à l'égard d'un produit agricole.

Tout projet d'entente visée au présent article doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**74.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine :

*a*) permettre à la Régie de déléguer, en tout ou en partie, à un office de producteurs les fonctions, pouvoirs, devoirs ou attributions prévus aux ententes conclues en vertu de l'article 73 et, s'il y a lieu, de révoquer cette délégation ;

*b*) permettre à un office de producteurs d'agir à titre d'agent du gouverneur général en conseil ou d'un organisme du gouvernement du Canada ou d'une autre province, pour exercer toute fonction relative à la mise en marché d'un produit agricole qu'il détermine ;

*c*) modifier un plan conjoint ou un règlement relatif à ce plan pour assurer l'appli-

The price fixed under subparagraph *b* may vary from one region to another.

Every by-law made under subparagraph *a* or for the establishment of the committee provided for in subparagraph *b* must be submitted for approval to the Board which may assess the producers' views on the by-law in the manner it thinks best suited.

If the Board approves the by-law it shall publish it in the *Québec Official Gazette*. It shall come into force on the date of publication or on any later date fixed therein by the Board.

## DIVISION XI

### AGREEMENTS WITH OTHER GOVERNMENTS AND GOVERNMENT BODIES

**73.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize or compel the Board or, as the case may be, the Board and a bureau to make with the government of Canada or another province, or a body of such government, agreements respecting :

*(a)* the production or marketing of a farm product ;

*(b)* any matter within the competence of the Board or producers' bureaus respecting a farm product.

Every agreement proposed under this section must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

**74.** The Lieutenant-Governor in Council may on the conditions he determines :

*(a)* authorize the Board to delegate to a producers' bureau all or part of the functions, powers, duties or prerogatives provided in the agreements made under section 73 and, if necessary, revoke that delegation ;

*(b)* authorize a producers' bureau to act as agent of the Governor General in Council or a body of the Government of Canada or another province, to exercise any duty in connection with the marketing of a marketed product he determines ;

*(c)* amend a joint plan or by-law respecting that plan to ensure the carrying



cation des dispositions de la présente section ou d'une entente conclue en vertu de la présente section.

## SECTION XII

### CONTRIBUTIONS

**75.** Les dépenses encourues pour l'application et l'administration d'un plan conjoint et des règlements sont payées au moyen de contributions des producteurs visés par le plan. Le montant de la contribution pour l'application d'un plan conjoint doit être indiqué à ce plan.

De plus, lorsqu'un office adopte un règlement en vertu du paragraphe *h* de l'article 65 pour déterminer le mode et les conditions de mise en marché d'un produit commercialisé ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise ou qu'il adopte un règlement en vertu de l'article 66, il peut en même temps ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des contributions visées au présent article et à l'article 76.

**76.** L'assemblée générale des producteurs, dûment convoquée à cette fin, peut adopter des règlements pour:

*a)* modifier le montant de la contribution visée à l'article 75 et décréter que les frais d'administration aux fins d'appliquer une disposition d'un plan conjoint, d'un règlement ou de la présente loi devront être payés à même une contribution spéciale;

*b)* autoriser l'office de producteurs à établir un fonds de roulement pour le paiement des dépenses encourues dans l'application et l'administration d'un plan ou d'un règlement.

Les articles 69, 70 et 71 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'adoption, l'approbation, l'entrée en vigueur, au remplacement, à la modification ou l'abrogation d'un règlement adopté en vertu du présent article.

**77.** La Régie peut, par ordonnance:

*a)* obliger l'acheteur d'un produit commercialisé ou une association de producteurs engagée dans la mise en marché d'un tel produit à retenir sur les sommes qui doivent être payées ou versées au

out of this division or an agreement made under it.

## DIVISION XII

### CONTRIBUTIONS

**75.** Expenses incurred for the implementation and administration of a joint plan and by-laws shall be paid from contributions of producers affected by the plan. The amount of the contribution for the implementation of the joint plan must be stated in the plan.

In addition, when a bureau makes a by-law under paragraph *h* of section 65, to determine the marketing methods and conditions for a marketed product or prohibits its marketing otherwise than through itself or makes a by-law under section 66, it may order at the same time that all or part of the contributions contemplated in this section and section 76 be deducted from the proceeds of sales.

**76.** The general meeting of the producers, duly called for that purpose, may make by-laws to:

*(a)* change the amount of the contribution contemplated by section 75 and decree that administrative costs to implement a joint plan, a by-law or this act must be paid out of a special contribution;

*(b)* authorize the producers' bureau to establish a working fund for the payment of expenses incurred to implement and administer a joint plan or by-law.

Sections 69, 70 and 71 apply *mutatis mutandis* to the making, approval, coming into force, replacement, amendment or repeal of a by-law made under this section.

**77.** The Board may, by order:

*(a)* compel the purchaser of a marketed product or an association of producers marketing such product to withhold from amounts to be paid or given to the producer of that product all or part of the

producteur de ce produit la totalité ou une partie des contributions payables par ce producteur à l'office de producteurs chargé de l'application du plan et à remettre à cet office, à l'acquit du producteur, les sommes ainsi retenues;

b) fixer le montant qui doit ainsi être retenu par l'acheteur d'un produit commercialisé ou une association de producteurs engagée dans la mise en marché d'un tel produit;

c) déterminer les renseignements que l'acheteur d'un produit commercialisé ou une association de producteurs engagée dans la mise en marché d'un tel produit doit fournir relativement aux sommes ainsi retenues;

d) fixer l'époque de la remise des sommes retenues;

e) déterminer les conditions et les modalités de la retenue et de la remise.

**78.** Nonobstant toute loi et tout règlement à ce contraire, lorsque l'exécution d'un plan est confiée à un syndicat professionnel ou à une union ou fédération de syndicats professionnels, aucun producteur lié par ce plan et membre d'un tel syndicat ou d'un syndicat faisant partie d'une telle union ou fédération, n'est tenu de verser la cotisation exigible pour être membre de ce syndicat pendant une année au cours de laquelle des contributions doivent être retenues à même les sommes qui reviennent à ce producteur pour être remises à ce syndicat, à cette union ou fédération, en vertu d'un règlement, d'une convention homologuée ou d'une décision arbitrale.

**79.** Lorsque l'exécution d'un plan conjoint est confiée à une association de producteurs, cette association doit tenir une comptabilité séparée de l'administration du plan conjoint.

### SECTION XIII

#### SUSPENSION D'UN PLAN, D'UN RÈGLEMENT OU D'UNE DE LEURS DISPOSITIONS

**80.** La Régie peut en tout temps suspendre, par ordonnance, l'application d'un plan conjoint, d'un règlement ou d'une disposition de ce plan ou de ce règlement

contributions payable by that producer to the producers' bureau entrusted with implementing the plan and to remit to the bureau, on behalf of the producer, the amounts so withheld;

(b) fix the amount to be so withheld by the purchaser of a marketed product or an association of producers marketing such product;

(c) determine the information to be supplied, respecting the amounts so withheld, by the purchaser of a marketed product or an association of producers marketing such product;

(d) fix the time for remittance of amounts withheld;

(e) determine the terms and conditions of withholding and remittance.

**78.** Notwithstanding any act or regulation to the contrary, when a professional syndicate or a union or federation of professional syndicates is entrusted with the implementation of a plan, no producer bound by the plan who is a member of such a syndicate or of a syndicate forming part of such a union or federation is required to pay the assessment payable to be a member of that syndicate for a year during which contributions must be withheld out of amounts attributed to that producer to be remitted to the syndicate, union or federation under a by-law, ratified agreement or arbitration decision.

**79.** When an association of producers is entrusted with the implementation of a joint plan, it must keep a separate account of the administration of the joint plan.

### DIVISION XIII

#### SUSPENSION OF A PLAN, BY-LAW OR ONE OF THEIR PROVISIONS

**80.** The Board may at any time suspend or terminate by order the implementation of a joint plan or by-law, or a provision of that plan or by-law. Before

ou y mettre fin. Avant d'appliquer le présent article, la Régie doit donner, dans un journal agricole, avis de la date à laquelle elle entendra les représentations des personnes intéressées à ce plan.

**§1.** Lorsque l'application d'un plan conjoint, d'un règlement ou d'une disposition d'un règlement est suspendue par la Régie, cette dernière peut, par ordonnance, aux conditions et pour le temps qu'elle prescrit:

*a)* confier l'application du plan, du règlement ou de cette disposition d'un règlement à toute personne ou organisme qu'elle désigne et, s'il y a lieu, les remplacer;

*b)* prendre possession des actifs, livres, documents et autres biens servant à la mise en application du plan, du règlement ou de cette disposition d'un règlement et en assurer la conservation et la garde ou les remettre à la personne ou à l'organisme qu'elle charge de son application.

À compter de l'entrée en vigueur de cette ordonnance, la personne ou l'organisme que la Régie charge de l'application du plan, du règlement ou de cette disposition d'un règlement conformément au paragraphe *a* succède de plein droit à l'organisme jusqu'alors chargé de son application et elle en possède tous les devoirs, pouvoirs et attributions jusqu'à ce que la Régie en décide autrement.

**§2.** La Régie peut, par ordonnance, aux conditions et pour le temps qu'elle prescrit:

*a)* exempter de l'application totale ou partielle d'un plan, d'un règlement, d'une convention ou d'une ordonnance, toute personne ou catégorie de personnes engagées dans la production ou la mise en marché d'un produit commercialisé ou de toute classe ou variété de ce produit;

*b)* exclure, par ordonnance, d'un plan conjoint ou d'un règlement toute classe ou variété de produits commercialisés.

#### SECTION XIV

##### CERTAINS POUVOIRS DE LA RÉGIE

**§3.** Pour les fins de la mise en marché de produits agricoles, la Régie peut:

applying this section, the Board shall give notice in a farm journal, of the date on which the persons interested in the plan will be heard.

**§1.** When the implementation of a joint plan or by-law, or a provision of a by-law is suspended by the Board it may by order, on the conditions and for the time it prescribes:

*(a)* entrust any person or body it designates with implementing the plan, by-law or a provision of the by-law and, if need be, replace that person or body;

*(b)* take possession of the assets, books, documents and other property used in implementing the plan, by-law or provision of the by-law and ensure the care and keeping thereof and return them to the person or body it entrusts with implementing it.

From the coming into force of the order, the person or body entrusted by the Board with implementing the plan, by-law or provision of the by-law under subparagraph *a* shall succeed of right to the body then charged with its implementation and that person or body shall have all its duties, powers and prerogatives until the Board decides otherwise.

**§2.** The Board may by order, on the conditions and for the time it prescribes:

*(a)* exempt from the total or partial application of a plan, by-law, agreement or order any person or class of persons engaged in the production or marketing of a marketed product or any class or variety of that product;

*(b)* exclude, by order, from a joint plan or by-law any class or variety of marketed products.

#### DIVISION XIV

##### CERTAIN POWERS OF THE BOARD

**§3.** For the purposes of the marketing of farm products, the Board may:

a) obliger, par ordonnance, les personnes engagées dans la production ou la mise en marché d'un produit commercialisé, à enregistrer leurs nom, prénoms, adresse et occupation à l'endroit et selon les modalités qu'elle détermine;

b) exiger de tout acheteur d'un produit commercialisé et de tout administrateur ou dirigeant qu'elle détermine et qui participe à l'administration d'un plan conjoint qu'il fournisse une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière;

c) interdire, par ordonnance, la mise en marché d'un produit agricole ou d'une catégorie, classe ou variété d'un produit agricole, pour assurer la mise en marché ordonnée d'un produit commercialisé;

d) réglementer les conditions de toute entente entre le producteur d'un produit commercialisé et toute personne engagée dans la mise en marché de ce produit;

e) faire l'analyse des conditions de la production et de la mise en marché des produits agricoles et surveiller l'application et l'administration de chaque plan conjoint.

**84.** La Régie peut en outre, par ordonnance:

a) décréter qu'aucune personne ne peut accomplir une activité faisant partie de la production ou de la mise en marché d'un produit commercialisé si elle ne possède un permis à cette fin émis par la Régie;

b) déterminer les conditions que doit remplir toute personne qui demande un permis ou son renouvellement et les renseignements qu'elle doit fournir;

c) déterminer des catégories de permis et des classes de porteurs de ces permis de même que les conditions et restrictions afférentes à chaque catégorie et à chaque classe;

d) déterminer la forme et la teneur des demandes de permis ainsi que la forme et la teneur de ces permis et établir un tarif des honoraires exigibles pour la délivrance et le renouvellement des permis.

**85.** La Régie peut suspendre, refuser le renouvellement ou révoquer le permis d'une personne qui néglige ou refuse de se conformer à toute disposition de la présente loi, d'un plan, d'un règlement,

(a) require, by order, the persons engaged in the production or marketing of a marketed product to register their names in full, addresses and occupations at the place and on the terms and conditions it determines;

(b) require every purchaser of a marketed product and every director or officer it determines who takes part in the administration of a joint plan, to furnish a guarantee of his liability or a proof of financial solvency;

(c) prohibit, by order, the marketing of a farm product or any grade, class or variety of a farm product to ensure the orderly marketing of a marketed product;

(d) regulate the conditions of every agreement between the producer of a marketed product and persons engaged in the marketing of that product;

(e) analyse production and marketing conditions of farm products and supervise the implementation and administration of each joint plan.

**84.** The Board may also, by order:

(a) enact that a person shall not engage in an activity included in the production or marketing of a marketed product unless he holds a permit therefor issued by the Board;

(b) determine the conditions to be fulfilled by every person applying for a permit or its renewal and the information he must furnish;

(c) determine categories of permits and classes of holders of permits and the conditions and restrictions attached to each category and class;

(d) determine the form and content of applications for permits and the form and content of permits and establish a fee schedule for the issue and renewal of permits.

**85.** The Board may suspend, cancel or refuse to renew the permit of any person neglecting or refusing to comply with any provision of this act, a plan, by-law, order, arbitration decision or

d'une ordonnance, d'une décision arbitrale ou d'une entente conclue avec un office à l'égard du prix de vente d'un produit ou à l'égard de toute autre condition ou modalité de mise en marché du produit commercialisé.

La Régie doit toutefois, dans chaque cas, donner au détenteur du permis l'occasion de faire valoir son point de vue.

**86.** À la demande d'un office ou de la personne ou l'organisme chargé, en vertu de l'article 81, de l'application d'un plan ou, selon le cas, d'un règlement ou d'une disposition d'un règlement, la Régie peut, par ordonnance, modifier, abroger ou remplacer, en totalité ou en partie, temporairement ou absolument, une disposition d'un plan conjoint, d'un règlement ou une décision d'un office ou d'un comité formé par un office lorsque, après avoir entendu les intéressés, elle juge que cette disposition ou décision n'est plus dans l'intérêt public ou dans l'intérêt d'une mise en marché efficace d'un produit commercialisé.

**87.** La Régie peut en tout temps pendant qu'un plan conjoint est en vigueur ordonner la tenue d'un référendum sur toute question concernant le plan conjoint et son application. Les articles 23 et 24 s'appliquent *mutatis mutandis* à ce référendum.

**88.** La Régie peut réviser ses décisions après avoir donné aux intéressés l'occasion d'être entendus.

**89.** La Régie peut adopter des règlements concernant sa régie interne, adopter des règles de pratique et prescrire des formules à utiliser dans les matières de sa compétence.

Ces règlements doivent être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et ils entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Cazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

**90.** Sauf lorsqu'une disposition y pourvoit autrement, toute ordonnance de la Régie entre en vigueur à la date que celle-ci prescrit.

agreement made with a bureau for the sales price of a product and any other terms and conditions for the marketing of the marketed product.

The Board shall however, in each case, afford the permit holder opportunity to be heard.

**86.** Upon request of a bureau or the person or body entrusted, under section 81, with the implementation of a plan or, as the case may be, a by-law or any provision of a by-law, the Board may, by order, amend, repeal or replace, temporarily or definitively, all or part of a provision of a joint plan, by-law or decision of a bureau or committee established by a bureau whenever, after having heard the interested parties, it considers that the provision or decision is no longer of public interest or in the interest of an orderly marketing of a marketed product.

**87.** The Board may at any time while a joint plan is in force order a referendum to be held on any matter relating to the joint plan or its implementation. Sections 23 and 24 apply *mutatis mutandis* to such referendum.

**88.** The Board may revise its decisions after giving the interested persons the opportunity to be heard.

**89.** The Board may make by-laws respecting its internal management, adopt procedural rules and prescribe forms for use in matters within its competence.

Such by-laws must be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval and shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

**90.** Unless otherwise provided, any order of the Board shall come into force on the date prescribed thereby.

La Régie doit publier dans la *Gazette officielle du Québec* toute ordonnance rendue en vertu de la présente loi.

The Board shall publish every order made under this act in the *Québec Official Gazette*.

## SECTION XV

### ENQUÊTES

**91.** La Régie peut faire des enquêtes sur toute matière relative à la production ou à la mise en marché d'un produit agricole, ainsi que sur le coût de revient de la production, de la transformation, de la distribution et du transport de tout produit agricole, sur les prix, les débouchés commerciaux et les méthodes de classification des produits agricoles et sur toute autre matière connexe à la mise en marché de ces produits.

**92.** La Régie peut faire enquête sur toute matière relative à l'application d'un plan conjoint, d'un règlement et de la présente loi, et sur toute matière concernant l'administration d'un office.

**93.** La Régie peut, par ordonnance, obliger les personnes engagées dans la production ou la mise en marché d'un produit agricole, y compris les offices de producteurs, à tenir les livres et registres qu'elle prescrit, à lui faire des rapports et à lui fournir des renseignements sur leurs opérations et sur tout ce qui s'y rapporte.

Toute personne ou tout office visé par une telle ordonnance doit permettre l'examen de ces livres et registres à un régisseur ou à une personne autorisée par la Régie à faire enquête.

**94.** Pour les fins d'une enquête ou inspection, la Régie, ses régisseurs et toute personne autorisée par elle à faire enquête sont investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

**95.** Un régisseur ou toute personne autorisée par la Régie à faire enquête ou à faire une inspection peut :

## DIVISION XV

### INQUIRIES

**91.** The Board may conduct inquiries into any matter relating to the production or marketing of a farm product, and as to the cost of production, processing, distribution and shipping of any farm product, as to prices, markets and systems of classification of farm products and as to any other matter related to the marketing of such products.

**92.** The Board may make inquiries on any matter relating to the implementation of a joint plan, a by-law and this act, and on any matter relating to the administration of a bureau.

**93.** The Board may, by order, oblige persons engaged in the production or marketing of a farm product, including producers' bureaus, to keep the books and registers it prescribes, to report to it and furnish it with information respecting their operations and everything relating thereto.

Every person or bureau contemplated by such order shall allow its books and registers to be examined by a member of or a person authorized by the Board to make inquiries.

**94.** For the purposes of an inquiry or inspection, the Board, its members and any person authorized by it to conduct an investigation shall have the powers and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

**95.** A member of the Board or any person authorized by it to inquire or inspect may :

a) ordonner l'immobilisation d'un véhicule automobile ou autre moyen de transport lorsqu'il y a un motif raisonnable de croire qu'il s'y trouve un produit agricole, y pénétrer et faire l'inspection de ce produit;

b) pénétrer dans un bureau d'un office de producteurs ou dans un établissement ou local servant à la production ou à la mise en marché d'un produit agricole ou dans un bureau d'une entreprise de production ou de mise en marché d'un produit agricole et faire l'inspection de ce produit.

Au cours d'une inspection visée aux paragraphes *a* et *b*, le régisseur ou la personne autorisée par la Régie à faire enquête ou à faire une inspection, peut prélever un échantillon d'un produit agricole, examiner les livres, registres ou documents relatifs à la production ou la mise en marché de ce produit et en prendre des extraits ou copies.

**96.** Sauf sur l'ordre d'un tribunal, aucune personne employée par la Régie pour faire une enquête ne doit communiquer ou permettre que soit communiqué à qui que ce soit autre qu'une personne autorisée, généralement ou particulièrement, par la Régie, un renseignement obtenu en vertu des dispositions de la présente loi, ni permettre à une personne non ainsi autorisée d'examiner un document ou une copie ou un extrait de ce document produit ou obtenu en vertu de l'article 95.

**97.** Il est interdit d'entraver, de quelque façon que ce soit, un régisseur dans l'exercice de ses fonctions ou une personne autorisée par la Régie à faire enquête, de tromper ou de tenter de tromper ce régisseur ou cette personne par des réticences ou par des déclarations fausses ou mensongères ou de refuser de mettre à sa disposition des livres, registres ou documents que la présente loi lui permet d'examiner.

Une personne que la Régie autorise à faire enquête doit, si elle en est requise, exhiber un certificat, signé par le président de la Régie, attestant sa qualité.

(a) stop a motor vehicle or other conveyance when he believes on reasonable grounds that it is transporting a farm product, enter it and inspect such product;

(b) enter any producers' bureau or establishment or premises used for producing or marketing a farm product or the office of a business producing or marketing a farm product and inspect such product.

During an inspection contemplated by subparagraphs *a* and *b*, the member of the Board or person authorized by it to inquire or inspect may obtain a sample of the farm product, examine the books, registers or documents relating to the producing or marketing of the product and take extracts from or copies of them.

**96.** Except on the order of a court, a person employed by the Board to conduct an inquiry shall not give or allow communication to any person other than a person authorized, generally or specially, by the Board, information obtained under this act, nor allow a person not so authorized to examine a document or a copy or abstract of such document produced or obtained under section 95.

**97.** It is forbidden to hinder in any way a member of the Board in the performance of his duties or a person authorized by the Board to conduct inquiries, to mislead or try to mislead such member or person by concealment or misrepresentation or refuse to make available to him books, registers or documents he is permitted to examine under this act.

A person the Board authorizes to make an inquiry shall, if so required, exhibit a certificate, signed by the chairman of the Board, attesting his authority,

## SECTION XVI

## LIQUIDATION

**98.** Lorsque la Régie met fin à un plan conjoint, l'office de producteurs chargé de l'exécution de ce plan continue d'exister dans le seul but de liquider ses affaires; il doit dans les quatre-vingt-dix jours suivant la fin du plan conjoint convoquer une assemblée générale des producteurs pour nommer un ou trois liquidateurs, qui ont droit à la possession immédiate des biens de l'office.

À défaut d'un office de convoquer l'assemblée générale ou de celle-ci de procéder à la nomination d'un liquidateur, la Régie peut le nommer elle-même.

**99.** La Régie doit sans délai donner avis de la nomination du liquidateur dans la *Gazette officielle du Québec*.

**100.** Dès la publication de l'avis de nomination du liquidateur dans la *Gazette officielle du Québec*, toute action ou toute procédure, soit par voie de saisie-arrêt, saisie-gagerie ou saisie-exécution, soit autrement, contre les biens meubles et immeubles de l'office, doit être suspendue.

Les frais faits par un créancier après qu'il a eu connaissance de la liquidation par lui-même ou par son procureur, ne peuvent être colloqués sur le produit des biens de l'office qui est distribué en conséquence de la liquidation.

Un juge de la Cour supérieure dans le district où est situé le siège social de l'office peut néanmoins, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser l'introduction d'une instance ou la continuation de toute procédure commencée

**101.** Le liquidateur doit fournir à la Régie tous les renseignements qu'elle prescrit relativement à la marche de la liquidation et aux affaires de l'office.

La Régie peut remplacer un liquidateur qui ne peut plus remplir sa fonction par

## DIVISION XVI

## WINDING-UP

**98.** When the Board cancels a joint plan, the producers' bureau entrusted with the implementation of such plan shall continue to exist for the sole purpose of winding-up its affairs; within ninety days after the cancellation of the joint plan, it shall call a general meeting of producers to appoint one or three liquidators who shall be entitled to immediate possession of the property of the producers' bureau.

Where a bureau fails to call the general meeting or to proceed to the appointment of a liquidator, the Board itself may appoint him.

**99.** The Board shall immediately give notice of the liquidator's appointment in the *Québec Official Gazette*.

**100.** Upon publication in the *Québec Official Gazette* of the notice of the liquidator's appointment, every action and every proceeding by way of seizure by garnishment, attachment for rent or seizure in execution, or otherwise, against the moveable and immoveable property of the producers' bureau, must be suspended.

The costs incurred by a creditor after becoming aware himself or through his attorney of the winding-up, cannot be collocated against the proceeds of the property of the producers' bureau which are distributed in consequence of the winding-up.

Nevertheless, a judge of the Superior Court in the district in which the corporate seat of the producers' bureau is located may, on such conditions as he considers proper, authorize the institution of a suit or the continuance of any proceedings commenced.

**101.** The liquidator shall furnish the Board with any information it may require respecting the process of winding-up and the affairs of the producers' bureau.

The Board may replace any liquidator who cannot perform his duties on account



suite d'absence ou de maladie ou qu'elle juge inapte ou indésirable pour quelque cause que ce soit.

La Régie peut en outre donner tout ordre qu'elle juge nécessaire pour assurer la protection des droits des intéressés et une liquidation efficace des biens de l'office.

**102.** Le liquidateur jouit, pour les fins de la liquidation, des pouvoirs prévus à l'article 10 de la Loi de la liquidation des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 281).

**103.** Le liquidateur paie d'abord les dettes de l'office ainsi que les frais de liquidation.

Après ces paiements, le solde provenant de la liquidation de l'actif est distribué entre les producteurs soumis au plan conjoint au cours des deux années précédant la date à laquelle le plan a pris fin.

La répartition entre les producteurs est faite proportionnellement au montant des contributions payées par chacun de ces producteurs à l'office au cours de ces deux années, à moins que l'assemblée générale n'adopte des règles différentes à cet égard.

**104.** Lorsque la liquidation est terminée, le liquidateur soumet pour approbation à l'assemblée générale ou, selon le cas, à la Régie un état indiquant la manière dont la liquidation a été conduite et le résultat de la liquidation; il remet à la Régie les documents dont il avait pris possession lors de sa nomination.

**105.** Toute décision de l'assemblée générale en vertu des dispositions de la présente section n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvée avec ou sans modification par la Régie.

**106.** Lorsque la liquidation est terminée, la Régie fait publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis de la dissolution de l'office et, à compter de la date de cette publication, l'office est dissous.

of absence or illness or whom it considers for any reason unfit or undesirable.

The Board may also make any order it considers necessary to protect the rights of the interested parties and to ensure an orderly winding-up of the producers' bureau.

**102.** For the purposes of the winding-up, the liquidator has all the powers mentioned in section 10 of the Winding-Up Act (Revised Statutes, 1964, chapter 281).

**103.** The liquidator shall first pay the debts of the producers' bureau and the costs of winding-up.

After such payments, the balance of the proceeds of the liquidation of the assets shall be distributed among the producers who were subject to the joint plan during the two years preceding the date when such plan terminated.

The distribution among the producers shall be made in proportion to the amount of the contributions paid by each of such producers to the producers' bureau during such two years, unless the general meeting adopts different rules in that respect.

**104.** When the winding-up is completed, the liquidator shall submit for approval to the general meeting or, as the case may be, to the Board a statement showing the manner in which the winding-up was conducted and the result of the winding-up; he shall then hand over to the Board the documents of which he took possession at the time of his appointment.

**105.** No decision of the general meeting under this division shall come into force until approved, with or without changes, by the Board.

**106.** When the winding-up is completed, the Board shall have a notice of the dissolution of the producers' bureau published in the *Québec Official Gazette*, and from the date of such publication the bureau is dissolved.

## SECTION XVII

## SAISIES, INFRACTIONS ET PEINES

**107.** La Régie peut, par ordonnance, prévoir:

a) qu'un produit commercialisé ainsi que son contenant, peut être saisi et retenu par toute personne autorisée par la Régie à faire une inspection ou une enquête, qui a des motifs raisonnables de croire que relativement à ce produit une infraction a été commise aux dispositions de la présente loi, d'un plan conjoint, des règlements, d'une convention conclue entre un office et les producteurs, d'une ordonnance ou d'un ordre de la Régie ou d'une décision arbitrale;

b) qu'un produit ainsi saisi doit être remis à son propriétaire dès que, à la satisfaction de la Régie, les dispositions visées au paragraphe *a* sont observées;

c) que toute personne, y compris la Régie, qui est en possession d'un produit ou d'un contenant ainsi saisi est habilitée à en disposer, à administrer les deniers qui en proviennent et à disposer de ces deniers; et

d) les modalités qui doivent être suivies pour effectuer les saisies, retenir le produit ou contenant saisi, le remettre ou en disposer.

Tout produit saisi en vertu du présent article, ainsi que son contenant, est saisi et retenu aux risques et aux frais de son propriétaire.

**108.** La Régie doit, chaque fois qu'un produit ou son contenant est retenu ou qu'il en est disposé, en avertir sans délai le propriétaire ou la personne qui en avait la possession au moment de la saisie.

**109.** Nul ne peut mettre en marché un produit commercialisé qui a été saisi et retenu, ni, le cas échéant, son contenant, sans l'autorisation écrite de la Régie.

**110.** Commet une infraction:

a) toute personne qui, sauf à titre de producteur, tente d'entraver la formation ou l'exécution d'un plan conjoint;

## DIVISION XVII

## SEIZURES, OFFENCES AND PENALTIES

**107.** The Board, by order, may provide:

(a) that a marketed product and its container may be seized and detained by any person authorized by the Board to inspect or inquire when such person believes on reasonable grounds that an offence has been committed against this act in respect of such product, a joint plan, the regulations, an agreement made between a producers' bureau and the producers, an order of the Board or an arbitration decision;

(b) that a product so seized must be released to its owner as soon as the provisions contemplated in subparagraph *a* are complied with to the satisfaction of the Board;

(c) that any person, including the Board, in possession of a product or container so seized is empowered to dispose of it, administer the moneys derived therefrom and dispose of such moneys; and

(d) the manner which must be followed to make a seizure, detain the seized product or container, release it or dispose of it.

Any product and its container seized under this section, is seized and detained at the risk and expense of the owner.

**108.** When a product or its container is detained or disposed of, the Board shall immediately notify the owner or the person who had possession of it at the time of seizure.

**109.** No person shall, without approval in writing by the Board, market a marketed product that has been seized and detained, or, where such is the case, its container.

**110.** Every person is guilty of an offence who:

(a) except as a producer, tries to hinder the making or implementation of a joint plan;

*b)* toute personne qui tente, par menace ou intimidation, d'empêcher un producteur de participer à la formation ou à l'exécution d'un plan conjoint.

**111.** Quiconque enfreint quelque disposition de la présente loi, d'un plan conjoint, d'un règlement, d'une convention conclue entre un office et des personnes engagées dans la mise en marché du produit commercialisé, d'une ordonnance de la Régie ou d'une décision arbitrale commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais,

*a)* pour une première infraction, d'une amende d'au moins \$100 et d'au plus \$500, dans le cas d'une personne physique, et d'au moins \$200 et d'au plus \$1,000, dans le cas d'une corporation;

*b)* pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$3,000, dans le cas d'une personne physique, et d'au moins \$500 et d'au plus \$5,000, dans le cas d'une corporation.

**112.** Toute personne qui, en contravention à la présente loi, un plan conjoint, un règlement, une ordonnance, une convention homologuée par la Régie ou une décision arbitrale, refuse ou néglige de retenir pour un office de producteurs ou de lui remettre les contributions des producteurs soumis au plan, ou toute personne qui achète à un prix inférieur au prix minimum ou au prix prescrit un produit commercialisé, est passible, en outre de la peine édictée par l'article 111 et des frais, d'une amende égale, selon le cas, à la somme qu'elle a ainsi refusée ou négligée de retenir ou de remettre ou à la différence entre le prix payé ou convenu et le prix minimum ou le prix prescrit.

Les amendes imposées en vertu du présent article sont payables à la Régie. Celle-ci distribue les montants perçus aux producteurs qui n'ont pas reçu l'équivalent du prix minimum, en proportion de leurs pertes respectives ou, s'il s'agit de contributions, elle les remet à l'office des producteurs à qui elles appartiennent. Toutefois, dans le cas de la mise en vente en commun du produit commercialisé, la Régie verse les montants perçus à l'office

*(b)* by threat or intimidation, tries to prevent a producer from taking part in the making or implementation of a joint plan.

**111.** Every person who contravenes any provision of this act, a joint plan, a by-law, an agreement made between a producers' bureau and persons engaged in the marketing of the marketed product, an order of the Board or arbitration decision is guilty of an offence and is liable, in addition to payment of the costs,

*(a)* for a first offence, to a fine of not less than \$100 and not more than \$500 in the case of a physical person, and not less than \$200 and not more than \$1,000 in the case of a corporation;

*(b)* for a subsequent offence within two years, to a fine of not less than \$200 and not more than \$3,000 in the case of a physical person, and not less than \$500 and not more than \$5,000 in the case of a corporation.

**112.** Every person who, in contravention of this act, a joint plan, a by-law, an order, an agreement confirmed by the Board or an arbitration decision, refuses or neglects to withhold for or remit to a producers' bureau contributions of the producers subject to the plan, and every person who buys a marketed product, for a price less than the minimum price or prescribed price, is liable, in addition to the penalty enacted by section 111 and the costs, to a fine equal to the amount that he has so refused or neglected to withhold or remit, or to the difference between the price paid or agreed upon and the minimum price or prescribed price, as the case may be.

The fines imposed under this section are payable to the Board. It shall distribute the amounts collected among the producers who did not receive the equivalent of the minimum price, proportionately to their respective losses or, in the case of contributions, it shall remit them to the producers' bureau to which they belong. However, in the case of joint offer for sale of the marketed product, the Board shall pay the amounts collected to the pro-

de producteurs chargé d'appliquer le plan conjoint pour que celui-ci en dispose de la manière prévue au règlement de mise en vente en commun.

**113.** Toute personne qui aide à commettre une infraction, y participe ou incite à la commettre est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la personne qui a commis l'infraction.

**114.** Lorsqu'une corporation commet une infraction, tout administrateur, dirigeant, employé ou agent de cette corporation, qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, est réputé avoir participé à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour une corporation, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

**115.** Lorsque plusieurs personnes forment l'intention commune de commettre une infraction, chacune d'elles est coupable de chaque infraction commise par l'une d'elles dans la poursuite de l'intention commune.

**116.** Les peines prévues par la présente loi sont imposées suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) et la deuxième partie de ladite loi s'applique.

#### SECTION XVIII

##### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**117.** Le ministre de l'agriculture est chargé de l'administration de la présente loi.

**118.** La présente loi remplace la Loi des marchés agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 120).

**119.** Les plans conjoints, règlements, conventions, ordonnances, sentences arbitrales, décisions, résolutions, licences, saisies et retenues en vigueur ou effectuées en vertu de la Loi des marchés agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 120) continuent d'être en vigueur ou maintenus

ducers' bureau entrusted with the administration of the joint plan so that the bureau may dispose of them in the manner as provided in the joint offer for sale by law.

**113.** Every person who aids or abets the commission of an offence, or participates therein is liable to the same penalty as that provided for the person who committed the offence.

**114.** When an offence is committed by a corporation, every director, officer, employee or agent of such corporation, who prescribed or authorized the commission of the offence or consented thereto, is deemed to have participated in the offence and is liable to the same penalty as that provided for a corporation, whether or not the corporation has been prosecuted or found guilty.

**115.** When several persons conspire to commit an offence, each of them is guilty of each offence committed by any of them in the carrying out of their conspiracy.

**116.** The penalties provided by this act are imposed under the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) and Part II of the said act applies.

#### DIVISION XVIII

##### TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

**117.** The Minister of Agriculture shall have charge of the carrying out of this act.

**118.** This act replaces the Agricultural Marketing Act (Revised Statutes, 1964, chapter 120).

**119.** The joint plans, regulations, agreements, orders, arbitration awards, decisions, resolutions, licenses, seizures and detentions in force or made under the Agricultural Marketing Act (Revised Statutes, 1964, chapter 120) continue in force or are maintained until repealed,

jusqu'à ce qu'ils soient abrogés, remplacés, modifiés ou annulés conformément à la présente loi.

replaced, amended or cancelled in accordance with this act.

**120.** Dans toute loi ou proclamation, ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, un renvoi à la Loi des marchés agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 120) est un renvoi aux dispositions équivalentes de la présente loi.

**120.** In every act or proclamation, and in every order in council, contract or document, a reference to the Agricultural Marketing Act (Revised Statutes, 1964, chapter 120) is a reference to the equivalent provisions of this act.

**121.** Les membres actuels de la Régie des marchés agricoles du Québec deviennent régisseurs de la Régie constituée par la présente loi, jusqu'à l'expiration de leur mandat.

**121.** The present members of the Québec Agricultural Marketing Board become members of the Board constituted by this act until the expiry of their terms.

**122.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

**122.** This act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.